CTL du 17 octobre 2022
Déclaration liminaire intersyndicale

Monsieur le Président,

Pour ce premier CTL avec vous, nous avons fait le choix de nous rassembler en intersyndicale pour dénoncer l'état de nos services et nos conditions de travail dégradées.

Lors de notre rencontre du 7 juillet, à l'occasion de votre arrivée dans notre département, nous vous avions déjà alerté sur la situation, en évoquant notamment 8 fiches de signalement collectives "risques psycho-sociaux" et une médiation poussive. Vous en avez "pris note". Depuis trois mois, la situation s'est encore aggravée, en grande partie suite au NRP. Celui-ci est terminé sur le papier mais ses conséquences dramatiques, comme nous l'avions pressenti, se font de plus en plus prégnantes.

Nous le constatons dans nos propres postes ou lors de nos visites de sites et HMI : vos services sont sinistrés.

- Des agents oscillant entre mécontentement et burn-out ou dépression, en passant par l'abattement et la démotivation
- Des responsables d'unité déboussolés, pris entre le marteau du manque de moyens et l'enclume de la pression statistique
- Des agents expérimentés dans l'impossibilité temporelle d'assumer la charge de travail courante tout en formant les novices
- à l'inverse, des nouveaux agents perdus, sommés d'être instantanément opérationnels
- Des temps de trajet qui explosent suite à des mutations et déplacements forcés ;
- Des futurs retraités qui comptent les jours avant de pouvoir fuir et de jeunes recrues écœurées après quelques mois seulement.

Nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat : le médecin du travail intensifie également ses alertes. La très large majorité d'agents qu'elle reçoit évoque une grande souffrance au travail et son impact direct sur leur santé.

Ce ne sont pas les annonces gouvernementales, à coup de pansements pour le pouvoir d'achat ou d'injonctions à baisser les températures dans des bureaux trop souvent mal isolés, qui vont apaiser les esprits. Pour couronner le tout, le directeur général nous demande de nous réjouir car "seuls" 850 postes seront supprimés en 2023 ! De qui se moque-t-on ?

Monsieur le président, depuis des années, vous, représentants de la DGFiP, abusez sciemment du sens du service public et de la conscience professionnelle des agents souffrant d'exercer leurs missions dans des conditions de plus en plus catastrophiques, ce qui dégrade leur santé physique et psychique.

Le temps n'est plus aux tergiversations et aux phrases creuses : l'urgence est là ! Les agents exigent des conditions de travail décentes. Nous attendons de vous des actions concrètes et immédiates pour les leur procurer.

Il en est de votre responsabilité.